

112.000 policiers victime d'un piratage informatique !

Article rédigé par *Sébastien Jallamion*, le 28 juin 2016

[Source : Boulevard Voltaire]

Un ex-employé de la Mutuelle générale de la police a réussi à obtenir, copier et divulguer les données personnelles de 112.000 policiers.

L'information a été révélée par *RTL* : un ex-employé de la Mutuelle générale de la police basée à Limoges a réussi à obtenir, copier et divulguer les données personnelles de 112.000 policiers (mais aussi de certains de leurs proches).

Cet acte malveillant, qui s'inscrit dans un contexte de menace terroriste avérée, divulgué à une semaine jour pour jour de l'inhumation de Jean-Baptiste Salvaing et Jessica Schneider, les deux policiers assassinés par un terroriste islamiste à leur domicile de Magnanville, pose plus que jamais la question de la sécurité des données informatiques.

Il est inconcevable que les personnes en charge de ces données ne puissent considérer qu'elles sont sensibles, et que cette réalité n'a jamais été aussi forte qu'aujourd'hui.

L'exposition et la mise en danger de celles et ceux qui, en plus d'être en charge de la sécurité de nos concitoyens, sont aussi des cibles, est un acte d'une gravité extrême, dont la responsabilité de l'auteur ne doit pas faire oublier celle de ceux qui, par leur incompétence, lui ont permis de passer à l'acte.

Quelles que soient les raisons qui ont motivé cet individu, quelles que soient les mesures rapides qui ont été prises afin de tenter de minimiser les dégâts (le *cloud* de Google sur lequel ont été rendues publiques les informations s'emploie, pour l'heure, à les effacer), il est urgent de prendre des mesures concrètes et d'en tirer toutes les conséquences afin que cela ne puisse plus se reproduire, bien qu'il soit évident d'affirmer que le mal est fait.

Les RSSI (Responsables de la sécurité des systèmes d'information) doivent avoir les moyens et la formation nécessaires pour protéger efficacement les données sensibles. Cela implique une volonté forte de la part de ceux qui sont en charge de veiller à ces formations et à l'octroi de ces moyens, volonté dont le défaut est aujourd'hui impardonnable.

Ce nouveau scandale, au-delà de la honte qu'il véhicule aux yeux du monde entier, se doit d'être le dernier, s'agissant de la sécurité des fonctionnaires de police dans notre pays.

Sébastien Jallamion

Policier